

MARCHE PUBLIC DE SERVICE

Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

Accord-cadre avec émission de bons de commandes, reconductible.

MAITRE DE L'OUVRAGE :

ETAT

**MINISTERE DES
ARMEES**

CONDUCTEUR D'OPERATION :

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE
(ESID) DE LYON

SERVICE EN CHARGE DU SUIVI DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS :

UNITE DE SOUTIEN DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE (USID) DE
TOULOUSE

*Représenté par le chef de la section exploitation de la maintenance
(SEM)*

Objet de l'accord-cadre :

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE POUR L'ENTRETIEN DES
ESPACES VERTS OPERATIONNELS DU CAMP DE GER ET DU CHAMP
DE TIR DU CAUSSE

Département(s) concerné(s) : 64 et 81.

Sommaire

| | | |
|-------|---|----|
| 1 | Dispositions générales | 3 |
| 1.1 | Objet du marché | 3 |
| 1.2 | Description des travaux d'entretien des espaces verts opérationnels | 3 |
| 1.3 | Détail des prestations à réaliser | 4 |
| 1.4 | Périmètre géographique | 4 |
| 1.5 | Modalités d'accès sur ces sites | 5 |
| 1.5.1 | Obligations du 1°RHP – Tarbes (65) | 5 |
| 1.5.2 | Obligations du 8ème RPIMa – Castres (81) | 5 |
| 2 | Règlementations techniques | 5 |
| 3 | Modalités et conditions générales d'exécution | 6 |
| 3.1 | Prévention contre l'incendie | 6 |
| 3.2 | Risques pyrotechniques | 6 |
| 3.3 | Sécurité et protection de la santé sur les sites | 7 |
| 3.4 | Protection du matériel de l'entreprise | 8 |
| 3.5 | Installation de chantier | 8 |
| 3.6 | Contrôle et vérification des prestations | 9 |
| 4 | DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES | 9 |
| 4.1 | Généralités | 9 |
| 4.2 | Protection des abeilles | 9 |
| 4.3 | Utilisation de produits phytosanitaires/phytopharmaceutiques | 10 |
| 5 | DESCRIPTION DES PRESTATIONS PAR ZONE | 10 |
| 5.1 | Lot 1 : Camp de GER | 10 |
| 5.2 | Lot 2 : Champ de tir du Causse | 11 |
| 5.3 | Débroussaillage et broyage de végétaux | 12 |
| 5.4 | Désherbage des pieds de clôtures, zones gravillonnées et contour des ouvrages | 12 |
| 5.5 | L'entretien des fossés | 13 |
| 5.6 | Taille, élagage ou abattage de haies, arbustes ou arbres | 13 |
| 5.7 | Déchaumage | 13 |
| 6 | NETTOYAGE - ÉVACUATION DES DECHETS | 14 |
| 6.1 | Nettoyage en cours et en fin de prestations | 14 |
| 6.2 | Evacuation des déchets et produits | 14 |

Annexes

Annexe 1 : EHTPP Champ de tir du Causse

Annexe 2 : EHTPP Camp de GER

Annexe 3 : Plaquette Natura 2000 Champ de tir du Causse

Annexe 4 : Charte Natura 2000 Champ de tir du Causse

Annexe 5 : Plans Camp de Ger

Annexe 6 : Plans Champ de tir du Causse

1 Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) concernent des prestations d'entretien des espaces verts opérationnels du camp de GER et du camp du CAUSSE.

Elles se répartissent en deux lots :

Lot n°1 _ n° projet 24 294 : Site du CAMP DE GER situé Quartier Adjudant-Chef DARTANCET situé chemin de Benate, 64530 GER.

Lot n°2 _ n° projet 24 295 : Site du CHAMP DE TIR DU CAUSSE situé avenue Jean Jaurès, 81090 LAGARRIGUE.

La description des prestations déclinée par lot fait l'objet de l'article 8 du présent CCTP.

Elles sont réalisées suivant les règles de l'art et conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur qu'elles soient précisées ou non dans les différentes pièces du marché.

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'erreurs ou lacunes relevées dans les pièces du marché, postérieurement à sa passation pour refuser l'exécution des prestations nécessaires au complet achèvement ou pour prétendre à une majoration du prix souscrit. Il ne pourra pas non plus invoquer une erreur de sa part dans le bordereau des prix. Il en serait de même si la stricte application des documents du marché lui imposait une exécution différente de celle qu'il avait primitivement envisagée.

A la lecture des pièces du marché le soumissionnaire doit informer l'acheteur de toute incohérence entre celles-ci. Si des erreurs persistent, la priorisation des pièces énumérées dans le CCAP sera appliquée.

L'entretien des massifs, pelouses, haies, arbres d'ornement ou autres des zones urbanisées qu'elles soient d'hébergement, de restauration-loisirs ou techniques, est exclu du présent marché. D'une manière générale n'est pas compris dans le marché ce qui s'apparente à l'entretien de jardins et d'espaces mettant en œuvre des moyens manuels de jardinage et de motoculture dite de loisirs.

1.2 Description des travaux d'entretien des espaces verts opérationnels

Les prestations rencontrées seront :

- le broyage de végétaux,
- le désherbage des pieds de clôtures, ouvrages et zones gravillonnées/sableuses,
- l'entretien de fossés,
- l'élagage et/ou la taille de certains arbres ou arbustes,
- le déchaumage afin d'entretenir les pare-feux au Camp de Ger,
- autres prestations ponctuelles selon le bordereau de prix unitaires.

Les traitements de type désherbant devront être réalisés dans le respect de la réglementation en vigueur selon les spécificités mentionnées dans l'article 7.3. Le principe étant de maintenir sur site les bio-agresseurs, c'est à dire les organismes vivants qui attaquent les plantes cultivées ainsi que la faune présente dans un contexte Natura 2000 (Ensemble du champ de tir du Causse).

Le titulaire s'engage à assurer les prestations d'entretien des espaces verts opérationnels du lot dont il est titulaire dans ce marché avec les moyens nécessaires, de façon à effectuer ces prestations dans des conditions de qualité irréprochable. Il a de ce fait une obligation de résultat.

Les prestations à effectuer par l'entreprise titulaire sont commandées et exécutées en référence à des zones (cf. art 5). Elles font l'objet de bons de commandes spécifiant les zones à traiter. Chaque bon de commande peut regrouper une ou plusieurs zones ou prestations figurant au BPU. Le BPU laisse aussi la liberté au maître d'œuvre de commander des prestations hors zone définie.

Les métrés ainsi que le descriptif de ces zones sont indiqués dans le bordereau de prix à titre indicatif. Ils sont vérifiés par le titulaire lors de la procédure de consultation du présent marché et ces éléments seront rendus contractuels à la notification.

Les soumissionnaires auront la possibilité de vérifier les quantités au cours de la visite préalable à la remise de l'offre. En cas de divergence il doit informer le pouvoir adjudicateur via la plateforme place. Toute réclamation une fois le marché notifié ne pourra être jugée recevable par le maître d'œuvre.

1.3 Détail des prestations à réaliser

Le détail par site des zones à traiter est indiqué dans les annexes 5 et 6 du présent CCTP :

- Annexe 5 – Plans TARBES
- Annexe 6 – Plans CASTRES

1.4 Périmètre géographique

2 lots géographiques distincts :

- LOT 1 : Entretien du Camp de Ger de l'antenne de Tarbes (65)
- LOT 2 : Entretien du Champ de Tir du Causse de l'antenne de Castres (81).

Les prestations sont à exécuter en campagne selon un calendrier prévisionnel établi annuellement entre l'USID et le titulaire du marché. Cette programmation ne tient pas compte des prestations ponctuelles à la demande du maître d'œuvre (dites « particulières ») qui peuvent se rajouter. Ces prestations particulières reprendront des items du Bordereau de Prix Unitaire et seront à réaliser en sus des travaux prévus au calendrier initialement réalisé. Si l'USID estime que le calendrier établi doit être modifié ou que de l'entretien est à réaliser en dehors des périodes mentionnées ci-dessous, elle se réserve le droit toute modification.

L'ensemble des prestations sont à réaliser sur l'ensemble de l'année avec un pic d'activité lié au développement non maîtrisé de la nature sera plutôt entre mars et octobre.

LOT 1 – Antenne Tarbes (65) : les prestations devront être réalisés entre le samedi matin 8h et le lundi 12h pour l'ensemble des zones, hormis pour la zone 2 ainsi que le désherbage de la clôture qui peut être traité la semaine entre 8h et 17h (lundi à jeudi) et entre 8h et 12h le vendredi.

LOT 2 – Antenne Castres (81) : le calendrier de réalisation des prestations est réalisé 3 mois en amont afin de dégager en semaine des plages horaires compatibles avec l'activité du site. Les

horaires de travail seront en semaine entre 8h et 17h (lundi à jeudi) et entre 8h et 12h le vendredi.

Conditions d'accessibilité aux sites à entretenir

1.5 Modalités d'accès sur ces sites

1.5.1 Obligations du 1^{er}RHP – Tarbes (65)

L'entreprise titulaire devra demander à ses agents de se présenter au poste de garde si celle-ci a besoin d'intervenir dans le site protégé. À l'arrivée, les agents se verront remettre un badge temporaire qu'ils devront restituer à la sortie du site.

En l'absence de barrière/ zone protégée, l'entreprise intervient selon le planning prévu en se manifestant au préalable auprès de la personne responsable sur site désignée (poste de garde par exemple).

L'accès des personnels est possible au restaurant de l'établissement aux conditions et tarifs passagers (une demande est à faire auprès de l'adjoint chargé des questions administratives). Les personnes prendront leurs repas en tenue correcte (tenue de travail prescrite).

1.5.2 Obligations du 8^{ème} RPIMa – Castres (81)

L'accès au champ de tir du Causse est soumis à validation par l'officier de sécurité, ainsi qu'au passage préalable à toute intervention auprès de l'ECI (Espace Commun d'Instruction - Responsable du site) à l'intérieur du site pour la prise des dernières consignes de sécurité. Cela veut dire que l'entreprise titulaire du lot doit chaque matin se présenter dans les locaux de l'ECI. Un manquement à ces consignes peut entraîner des pénalités et une rupture du contrat. Pas de repas possible à l'intérieur du site.

2 Règlementations techniques

Les travaux sont établis suivant les règles de l'art, les prescriptions des codes, lois, décrets, arrêtés, circulaires, instructions ministériels, préfectoraux, communaux, en vigueur.

Tout ce qui n'est pas précisé dans le présent cahier des clauses techniques particulières est soumis aux prescriptions des documents suivant (liste non exhaustive) :

- Le code du travail,
- Le code de l'environnement,
- Le code rural,
- Le code forestier,
- Le code de la santé publique,
- Le code civil,
- Le code pénal,
- Le code de la voirie routière,
- Les arrêtés locaux (mairies, départements et préfectures)
- La loi n° 07-06 du 13 mai 2007 relative à la gestion, à la protection et au développement des espaces verts.

Les textes, documents et autres constituant la réglementation à respecter ne sont pas joints matériellement au marché, mais chaque titulaire est contractuellement réputé parfaitement les connaître.

Si une modification due à la parution d'une norme ou d'un règlement intervenait après cette date, il appartiendrait au titulaire d'en informer l'USID par écrit, en indiquant les conséquences techniques et financières résultantes de cette modification.

3 Modalités et conditions générales d'exécution

3.1 Prévention contre l'incendie

Les entrepreneurs titulaires du marché doivent assurer à leurs frais et sous leurs responsabilités les mesures de protection contre l'incendie qui doivent obligatoirement comporter la présence sur le site en travaux d'un extincteur à mousse efficace contre les feux pouvant être provoqués par les matériels, engins, véhicules employés, hydrocarbures.

Toutes prestations nécessitant la mise en œuvre d'une source de chaleur (désherbeur électrique ou thermique) ne pourront être exécutées sans un « **permis feu** » délivré par l'administration.

De plus il est interdit d'allumer des feux nus, étant entendu que l'utilisation de fûts tronqués est également proscrite.

Enfin, ils doivent désigner un responsable du chantier qui devra assurer, à tous les arrêts de travail, l'extinction des feux, le contrôle des mesures de sécurité, notamment l'absence de feux couverts pouvant être provoqués par l'emploi d'appareils de chauffage ou autre.

L'emploi des explosifs est interdit.

3.2 Risques pyrotechniques

Les zones à traiter pour les deux lots de ce marché présentent des risques pyrotechniques de divers degrés sur l'ensemble de leurs sites :

- Zone verte « Danger pyrotechnique faible »: Zone ne présentant pas de danger en surface. Cependant, la découverte d'un engin pyrotechnique peut être tout de même possible.
- Zone jaune/orange – « Danger pyrotechnique probable »: Ancien réceptacle d'artillerie ou zone de guerre, emplacement dangereux lié à la proximité avec un réceptacle actif.
- Zone rouge – « Danger pyrotechnique avéré » : Le réceptacle est en activité (grenade à fusil, roquettes, mortiers, missiles...) → Il est strictement interdit d'y pénétrer sous peine de danger de mort.

De ce fait, il est interdit au titulaire de chaque lot de pénétrer dans certaines zones des sites présentées en annexe n°2 (EHTPP – Étude Historique et Technique de Pollution Pyrotechnique de Castres) et annexe n°3 (EHTPP – Étude Historique et Technique de Pollution Pyrotechnique de Tarbes) de ce document et détaillées lors de la visite préalable en présence du chargé de prévention et du chef de site de l'organisme occupant (Camp de Ger : 1°RHP – Champ de tir du Causse : 8°RPIMa).

La spécificité des activités actuelles ou passées menées sur ces camps doit donc attirer l'attention du titulaire sur le risque pyrotechnique.

En effet, la préparation opérationnelle des unités impose l'emploi sur ces deux camps de munitions réelles.

Malgré l'application des règles de sécurité inhérentes à ce type d'activités, le risque pyrotechnique ne saurait être considéré comme nul qu'importe la « zone (verte, jaune/orange, rouge) ». Il est donc indispensable que l'ensemble du personnel de l'entreprise retenue intervenant sur le site soit sensibilisé à ce risque.

Conformément aux articles L.414 et R.4141 du code du travail, les gestionnaires des champs de tir dispenseront une information relative au risque pyrotechnique aux intervenants extérieurs.

Il convient notamment pour le responsable de chantier :

- de passer chaque matin au PC Tir du camp de Ger / champ de tir du Causse afin de prendre connaissance des directives journalière du camp ;
- de faire appliquer par l'ensemble du personnel de la société les mesures de vigilance et de bon sens en faisant signer une attestation sur l'honneur à chaque personnel présentant les risques encourus et les consignes qui en découlent.
- d'informer l'ensemble du personnel de la société (ou agissant sous sa responsabilité) de la procédure à mettre en œuvre en cas de découverte d'engin suspect. En cas de découverte fortuite d'un objet pyrotechnique, l'entreprise titulaire doit immédiatement cesser l'activité et s'éloigner très rapidement de cet objet. Elle doit aussitôt informer le chef de site et le chargé de prévention via des numéros qui seront communiqués sur une fiche de procédure remise lors de la réalisation du plan de prévention.

L'entreprise titulaire doit scrupuleusement suivre les consignes de sécurité imposées par le chargé de prévention du site et n'y déroger sous aucun motif. Elle doit respecter les limites de zones définies dans le présent marché.

En annexes n°1 et n°2, l'étude historique et technique de pollution pyrotechnique est fournie pour chacun des deux lots ainsi que les zonages concernant les prestations du marché.

Afin de sécuriser face au risque pyrotechnique les prestations du marché et ce impérativement avant la réalisation des premières prestations par l'entreprise titulaire, une attestation concernant le risque pyrotechnique (ACRP) sera réalisée par l'ESID de Lyon.

Les conclusions et recommandations de l'ACRP seront notifiées aux titulaires en période de préparation, ces derniers devront impérativement respecter celles-ci sous peine de résiliation du marché.

3.3 Sécurité et protection de la santé sur les sites

Les prestations sont soumises, en matière de sécurité et de protection de la santé, aux dispositions législatives en vigueur à ce sujet.

L'entreprise est contractuellement tenue de prendre toutes les dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du chargé de prévention de l'organisme ou les prestations sont effectuées et de l'USID concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Tous les frais en découlant pour les entreprises seront contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés.

En permanence, le titulaire tient à jour et met à disposition les fiches de données de sécurité des produits utilisés, et lors de l'exécution des prestations, il devra notamment être en mesure

de les produire et présenter immédiatement à l'acheteur. En cas de non présentation dans les dix (10) jours ouvrables sur demande du chargé de prévention du site bénéficiaire ou de l'USID, l'acheteur pourra suspendre l'exécution des prestations et appliquer les pénalités prévues au CCAP.

3.4 Protection du matériel de l'entreprise

Le titulaire assure la fourniture des matériels nécessaires pour effectuer les prestations demandées. Aucun matériel ni outillage ne sera mis à disposition par le bénéficiaire. L'emploi d'engins chenillés est également proscrit sur l'ensemble des sites sauf autorisation écrite très restrictive de l'acheteur.

Ils doivent obligatoirement être conformes et contrôlés selon la réglementation en vigueur. À ce titre, sur demande de l'acheteur, le titulaire fournit les attestations de contrôle, vérifications, conformités des différents matériels utilisés par rapport aux normes et règlements de sécurité (rapport de vérification pour le matériel astreint à un contrôle périodique).

Le titulaire doit s'assurer que les agents ayant à manipuler les différents équipements, qu'ils soient à moteur ou non, soient formés, pourvus des autorisations et habilitations nécessaires et en pleine connaissance des consignes de sécurité applicables aux engins qu'ils manipulent. Le titulaire fournira les preuves d'habilitations ou de permis de ses personnels. Aucun matériel ou produit ne devra être abandonné en dehors des emplacements autorisés, ou laissés sans rangement après chaque intervention, sous peine d'évacuation sans préavis par un représentant de la formation bénéficiaire et aux frais de l'entreprise.

À la fin de chaque séance de travail, les véhicules et les engins sont impérativement garés aux emplacements définis sur le plan de prévention ou doivent quitter les lieux une fois les prestations effectuées.

L'USID se réserve le droit d'interdire les matériels défectueux ou dont l'utilisation est susceptible de provoquer des dégradations ou des nuisances.

3.5 Installation de chantier

Aucun local ne sera mis à disposition du titulaire.

L'entreprise titulaire du marché peut installer des équipements sanitaires pendant la durée des prestations sur une zone qui lui sera préalablement désignée. Cette installation, répondant au code du travail, sera comprise dans les prix appliquée aux diverses prestations présentes au BPU et ne constitue pas une ligne à part entière.

Le prestataire peut, sur sa demande être raccordé gratuitement :

- Au réseau de distribution d'énergie électrique sur 220 ou 380 V. Il devra respecter les règlements de sécurité en vigueur et employer du matériel en parfait état de marche. Si besoin est, il sera tenu d'employer du matériel étanche ou antidéflagrant. Les moyens de raccordement restant à la charge du titulaire. L'organisme délivrera les consignations électriques conformément à la réglementation en vigueur.
- Au réseau d'eau de ville. Il devra respecter les règlements de sécurité en vigueur et employer du matériel en parfait état de marche.

3.6 Contrôle et vérification des prestations

Le contrôle des prestations dus sera assuré par le représentant de l'acheteur, soit par l'antenne USID de Castres, soit par l'antenne USID de Tarbes. Une réunion de lancement du marché aura lieu après notification de celui-ci, entre les représentants locaux du SID, les occupants du site (ECI) et le titulaire. Une réunion de travail pourra être déclenchée par l'USID avant l'exécution des prestations d'un bon de commande.

4 DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES

4.1 Généralités

En application de la circulaire du 03/12/2008 relative à l'exemplarité de l'État au regard du développement durable, le ministère des Armées s'engage, au travers de son plan ministériel d'administration exemplaire (PMAE 2015-2020), à se montrer exemplaire en matière de développement durable. À ce titre, outre celles liées à la dématérialisation de la procédure, le présent accord-cadre intègre des dispositions en faveur de la protection ou de la mise en valeur de l'environnement et favorisant le développement économique.

Les objectifs de préservation de l'environnement, de la biodiversité et des ressources naturelles conduisent notamment à :

- interdire ou limiter fortement l'utilisation de produits phytosanitaires, notamment pour les prestations de désherbage de tous types de surfaces (cf.art.18.5.2) ;
- limiter l'émission de gaz à effet de serre et les nuisances sonores par l'emploi de matériels récents, et si possible électriques aux normes en vigueur ; (cf.art.20.2) ;
- recycler et limiter toutes productions de déchets (cf.art.20.3) ; - contribuer à la préservation des abeilles (cf.art.20.4) ;

Le titulaire est donc tenu de respecter la réglementation relative à la préservation et à la protection de l'environnement. Il peut également mettre en œuvre, dans l'exécution de l'accord-cadre et de façon volontaire, des techniques et processus intégrant la notion de développement durable et maîtrise des impacts liés à son activité (réduction de la quantité de déchets, maîtrise des consommations et des coûts d'utilisation, protection de l'environnement, protection des utilisateurs...)

Toute observation faite d'un non-respect des dispositions environnementales entraîne irrémédiablement une résiliation du contrat aux frais et risques.

4.2 Protection des abeilles

Dans le but de contribuer à la préservation des abeilles et conformément au protocole d'accord signé entre le ministère des Armées et l'Union Nationale de l'Apiculture Française, le ministère s'engage à respecter un certain nombre de pratiques respectueuses de l'abeille. Pour cela, il s'engage à ne pas utiliser de produits toxiques et de pesticides dans l'entretien de ses espaces extérieurs afin de sauvegarder les abeilles et divers pollinisateurs sauvages. Ce protocole s'intègre dans les engagements de l'État au titre de la stratégie nationale pour la biodiversité.

4.3 Utilisation de produits phytosanitaires/phytopharmaceutiques

Conformément à la loi n° 2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national, le ministère des armées ne peut plus utiliser à compter du 1er janvier 2017, sur les lieux ouverts ou accessibles au public, sauf cas particuliers mentionnés dans le CCTP, les produits phytopharmaceutiques mentionnés à l'article L.253-1 du code rural et de la pêche maritime et renvoyant notamment au règlement européen (CE) n°1107/2009 du parlement européen et du conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits pharmaceutiques.

Les zones gravillonnées, bitumées, pavées, joints des surfaces dallées, les bordures et abords des bâtiments, le pourtour des arbres et poteaux incendie seront désherbés. Pour ce faire, le titulaire utilisera prioritairement des moyens mécaniques, thermiques ou manuels.

Les solutions phytosanitaires ne devront être mises en œuvre que sur les surfaces, qui pour des raisons techniques, ne peuvent être traitées par l'un des moyens cités ci-dessus. Dans le cadre de la protection de l'environnement, des pollinisateurs sauvages et particulièrement des abeilles, le titulaire ne doit pas utiliser de produits toxiques et de pesticides dans l'entretien des espaces verts.

Le titulaire se doit de tout mettre en œuvre pour limiter l'emploi des solutions phytosanitaires. Dans le cas où un traitement chimique serait incontournable, les produits utilisés devront avoir reçu l'homologation du Ministère de l'agriculture et du Ministère de la santé. Compte tenu de l'évolution législative relative à ce genre de produits, le titulaire devra se maintenir en permanence en harmonie avec les textes, ainsi que les arrêtés préfectoraux codifiant l'emploi de ceux-ci. Il devra en plus ajouté un colorant momentanée naturel (Type indicateur de traitement de couleur) dans le produit afin d'éviter un surdosage lors de la pulvérisation. Le choix des produits aura préalablement été défini lors de la notification du marché, mais un accord préalable du chargé de prévention et du maître d'œuvre sera nécessaire à leurs utilisations pendant toute la durée du marché. Les produits devront satisfaire à la réglementation Natura 2000 pour le lot 2 (Annexes n°3 et n°4) et devront satisfaire également à la liste des préparations officiellement admises comme produit de biocontrôle, liste éditée par le ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

5 DESCRIPTION DES PRESTATIONS PAR ZONE

Nota : Toutes les hauteurs de coupes sont issues des précédents marchés et données à titre indicatives. Les hauteurs de coupe définies au travers l'ACRP seront à respecter obligatoirement.

5.1 Lot 1 : Camp de GER

| Zone | Surface | Type de travaux |
|-------------------------------|---------|---------------------------------------|
| Z1 : zone de saut | 193 ha | Débroussaillage/Broyage |
| Z2 : autour du village combat | 12,5 ha | Débroussaillage/Broyage et désherbage |

| | | |
|-----------------------------------|---|--|
| Z3 : zone Rieutort | 21 ha | Débroussaillage/Broyage |
| Z4 : pistes et landes | 17,5 ha | Débroussaillage/Broyage |
| Z5 : champ de tir | 23 ha | Débroussaillage/Broyage |
| Z6 : zone chuteur | 3,8 ha | Débroussaillage/Broyage et désherbage |
| Z7 : zone drone | 7,5 ha | Débroussaillage/Broyage fin (le terrain doit avoir un aspect de type green de golf) |
| Z8 : pare-feu | 1600 m x 6 m de large sur tout le site | Déchaumage (Cover-crop) sur 10 cm maximum de profondeur |
| Z9 : clôture extérieure camp bâti | Environ 1600 ml aux abords de la zone 2 | Désherbage sur 30 cm de part et d'autre du pied de la clôture |
| Entretien des pistes | Environ 8800 ml | Broyage à l'épaveuse des accotements sur 1 m et entretien des fossés + Travaux d'élagage |

5.2 Lot 2 : Champ de tir du Causse

| Zone | Surface | Type de travaux |
|--|-------------------|--|
| Z1 : zone de saut | 70 ha | Débroussaillage/Broyage |
| Z2 : aire d'embarquement | 0,5 ha | Débroussaillage/Broyage et désherbage |
| Z3 : centre d'entraînement commando | 3,14 ha | Débroussaillage/Broyage et désherbage autour des obstacles et bâtiments |
| Z4 : GM01 (grenade à main) | 3,08 ha | Débroussaillage/Broyage et désherbage |
| Z5 : TC01 (Pas de tir) + 2 Buttes de tir | 3,3 ha 0,15 ha | Débroussaillage/Broyage et désherbage Débroussaillage par débroussailleuse manuelle ou épaveuse |

| | | |
|--|--------------------|---|
| Z6 : GP/GC02(grenade à fusil) et LR04/LR05 (lance-roquette) | 0,7 ha | Débroussaillage/Broyage et désherbage |
| Z7 : GP/GC 01 (grenade ou fumigène d'exercice) | 550 m ² | Débroussaillage/Broyage et désherbage |
| Z8 : TE01 (tir explosif) | 0,86 ha | Débroussaillage/Broyage et désherbage |
| PISTE 1 | 2500 ml | Broyage à l'épaveuse des accotements sur 1 m et entretien des fossés |
| PISTE 2 | 1130 ml | Broyage à l'épaveuse des accotements sur 1 m et entretien des fossés |
| PISTE 3 | 3740 ml | Broyage à l'épaveuse des accotements sur 1 m et entretien des fossés |
| PISTE 4 | 1230 ml | Élagage |
| PISTE 5 | 3740 ml | Élagage |
| PISTE 6 | 630 ml | Élagage |

5.3 Débroussaillage et broyage de végétaux

Les zones définies dans les présents plans en Annexe n°5 (Plans du Camp de Ger) et Annexe n°6 (Plans du champ de tir du Causse) sont principalement débroussaillées à l'aide d'un engin de type gyrobroyeur sur une hauteur finale de 10 cm hormis sur la zone chuteur du Camp de Ger qui aura une hauteur finale de 5 cm.

Concernant le champ de tir du Causse sur Castres pour le lot 2, les buttes décrites sur le plan « TE01 » côté explosif sont exclues des prestations.

Les accotements de pistes et routes seront quant à eux traité sur une largeur de 1 mètre minimum.

5.4 Désherbage des pieds de clôtures, zones gravillonnées et contour des ouvrages

Localisation : les zones gravillonnées, sableux et bitumées, les pieds de clôtures, les contours des structures.

Pour ce faire, le titulaire utilisera prioritairement des moyens mécaniques, thermiques ou manuels.

Le désherbage est réalisé sur 30 cm de part et d'autre des clôtures, sur la totalité des zones gravillonnées et bitumées ainsi que sur 30 cm en pourtours des structures.

Les solutions phytosanitaires ne devront être mises en œuvre que sur les surfaces, qui pour des raisons techniques, ne peuvent être traitées par l'un des moyens cités ci-dessus. Seule une personne qualifiée pourra se servir de ces produits en mettant en œuvre toutes les précautions nécessaires.

Le titulaire se doit de tout mettre en œuvre pour limiter l'emploi des solutions phytosanitaires. Dans le cas où un traitement chimique serait incontournable, les produits utilisés devront correspondre aux prescriptions de l'article 4.3 de ce présent CCTP.

L'utilisation d'un désherbage thermique se fera uniquement après obtention d'un permis feu auprès de la formation bénéficiaire. Seule une personne habilitée et formée sera autorisée à utiliser l'appareil servant au désherbage thermique.

Les végétaux adventifs retirés doivent être récupérés et revalorisés par l'entreprise titulaire du lot.

5.5 L'entretien des fossés

Les fossés sont entretenus par une épaveuse ou tout autre moyen (comme un débroussaillieur portatif). Le titulaire mettra les moyens appropriés afin d'obtenir une végétation n'excédant pas 5 cm de lit en fin de traitement. Le broyage ne devra pas constituer un obstacle à l'écoulement des eaux. De ce fait, le titulaire est dans l'obligation de ramasser les déchets végétaux si ceux-ci encombre fortement le fossé.

Les accotements devront être broyés sur 1 mètre de part et d'autre.

5.6 Taille, élagage ou abattage de haies, arbustes ou arbres

L'usage de tout matériel et de toute technique susceptible de provoquer des dommages importants à l'arbre, la haie ou l'arbuste est à proscrire en dehors des zones à traiter. Les coupes devront être nettes et les angles de coupe respectés. Tout arrachement ou broyage sera pros crit.

Une désinfection des outils de coupe devra être réalisée avant le démarrage du chantier.

La taille devra conserver à l'arbre sa structure fondamentale. Elle ne devra en aucun cas modifier le port naturel du sujet ni sa silhouette. Une branche ou un rameau doit être soit entièrement enlevée, soit entièrement conservée.

L'abattage devra se faire à la base du végétal, sans toucher à la souche de celui-ci.

Le titulaire du lot s'assurera de ne pas abimer le végétal taillé ou élagué, il assurera un badigeonnage naturel (à la chaux éteinte, au compost + bouilli par exemple, etc...) des plaies de taille de section supérieure à 15 cm.

Le coût de la prestation inclue systématiquement l'évacuation et l'élimination des déchets. Les besoins en matériel de type nacelle ou encore voltigeur sont commandés selon un prix fixés au BPU.

5.7 Déchaumage

Le déchaumage est réalisé par un engin de type déchaumeuse à disques sur une profondeur maximale de 10 cm par 6 mètres de large et se fera uniquement au camps de GER (lot 1 à Tarbes) sur la Zone 8.

6 NETTOYAGE - ÉVACUATION DES DÉCHETS

6.1 Nettoyage en cours et en fin de prestations

Le titulaire utilisera les voies bitumées publiques ou du domaine militaire pour ses déplacements. Dans tous les cas, il prendra les dispositions nécessaires pour éviter le décrochage des pneus de ses véhicules sur ces voies. En cas de manquement, il lui reviendra de prendre les dispositions pour procéder au nettoyage de la chaussée sous 24h.

6.2 Evacuation des déchets et produits

Les déchets végétaux produits par la réalisation des prestations resteront en place en ce qui concerne le désherbage, le fauchage et le broyage afin de réalimenter la biomasse sauf consigne contraire lors de la passation du bon de commande.

Les débris issus de l'abatage, de l'élagage ou du dessouchage seront quant à eux ramassés.

Les produits, notamment phytosanitaires, utilisés seront récupérés par le titulaire du lot et valorisés selon la méthode prescrite par le fabricant.

Le titulaire du lot doit à tout moment être capable d'apporter la preuve et démontrer qu'il assure une traçabilité des déchets en fournissant les bordereaux de suivi de déchets (BSD). Compte tenu de l'évolution constante du traitement des déchets et de la réglementation environnementale, le titulaire pourra proposer de nouvelles filières d'élimination-valorisation, conformes à cette réglementation.

Les déchets de végétaux feront l'objet d'une valorisation, notamment par un centre de compostage ou de méthanisation, chaque fois que possible.

Dressé par :

Mention manuscrite

« Lu et accepté »

Date et cachet du titulaire,

Signature et qualité du signataire